
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme LOPEZ

☎ 04.91.15.69.33

VL/MR

N° 97-134/79-1996 A

Dr. Rey
ef
D R I R E

15 JUIL. 1997

Subdivisions AIX

ARRÊTÉ

**Autorisant la SOCIETE ELECTROLYSE PHOCEEENNE
à exploiter un atelier de traitement de surface
à VITROLLES**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, modifiée par les lois n° 92-646 et n° 92-654 du 13 juillet 1992,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

VU la demande présentée par la Société Electrolyse Phocéenne en vue d'être autorisée à exploiter un atelier de traitement de surface à VITROLLES,

VU les plans de l'établissement et des lieux environnants,

VU l'arrêté n° 96-263/79-1996 A du 11 septembre 1996 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en mairies de VITROLLES, MARIGNANE et SAINT-VICTORET, du 21 octobre 1996 au 21 novembre 1996 inclus,

.../..

VU l'arrêté n° 96-317/79-1996 A du 25 octobre 1996 prolongeant la durée de cette enquête publique jusqu'au 27 novembre 1996,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 6 novembre 1996,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 15 novembre 1996,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 29 novembre 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal de VITROLLES du 28 novembre 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal de SAINT-VICTOIRET du 28 novembre 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal de MARIGNANE du 9 décembre 1996,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 12 décembre 1996,

VU l'avis et le rapport du commissaire enquêteur du 30 décembre 1996,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES du 22 janvier 1997,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 25 mars 1997,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 10 avril 1997,

CONSIDÉRANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDÉRANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires particulières en vue de réduire ces nuisances,

SUR LA PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE :

ARTICLE 1er

La Société ELECTROLYSE PHOCEENNE dont le siège social est situé 95, rue Jean Perrin - 13290 LES MILLES est autorisée à exploiter un atelier de traitement de surface au numéro 18 - 4ème Avenue - Z. I. des Estroublans - 13127 / VITROLLES.

ARTICLE 2

Les activités classées autorisées sur le site de VITROLLES sont reprises dans les rubriques suivantes de la nomenclature :

Numéros de la nomenclature	Désignation des activités	Caractéristiques de l'installation	Régime A = autorisation D = déclaration NC = non classé	Localisation
2565	"métaux et matières plastiques (traitement de) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc... par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogènes 2. : procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement mis en oeuvre étant : a/ : supérieur à 1500 litres"	Volume total des baigns 202,9 m ³	A	Atelier
2940	"verniss, peinture, apprêt, colle, enduit, etc... sur support quelconque (métal, bois, plastique, textiles ...) 2. : lorsque l'application est fait pour tout procédé autre que le trempé" (pulvérisation, enduction...) si la quantité maximale de produit susceptible d'être utilisée est : b/ : supérieure de 10 kg, mais inférieure à 100 kg/j"	25 kg/j	D	Atelier
2560	Métaux et alliages (travail mécanique du) la puissance installée de l'ensemble de l'installation étant : [>50 kW (D) - 500 kW (A)]	Puissance inférieure à 50 kW	NC	
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	Puissance inférieure à 10 kW	NC	

3260

volume des
cuves35 m³
202,9

35

Titre I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 3

La présente autorisation est subordonnée au respect des prescriptions ci-après définies concernant les conditions d'implantation et de fonctionnement.

ARTICLE 4

Les installations devront être situées et aménagées conformément aux dispositions générales des notices et plans joints à la demande d'autorisation.

Aucune modification ou extension notable ne devra être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

ARTICLE 5

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement devra être signalé immédiatement à l'Inspecteur des Installations Classées.

Sauf exception dûment justifié, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier quoi que ce soit de l'état des installations où a lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n'a pas donné son accord et s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

Titre 2 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 6

Prévention de la pollution accidentelle de l'eau

a) Aménagement de l'atelier

Les appareils (cuves, filtres, canalisations, stockage) susceptibles de contenir des acides, des bases ou des sels en solution dans l'eau devront être construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction devront être, soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur la surface en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

En outre, le sol des ateliers où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre devra être muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il sera aménagé de façon à former une cuvette de rétention étanche. Le volume du dispositif de rétention sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve,
- 50 % de la capacité globale des cuves.

Les systèmes de rétention devront être conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler (hypochlorite et acides...).

L'exploitant devra fréquemment s'assurer que les dispositifs de rétention susvisés sont vides.

Les circuits de régulation thermique de bains seront construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur seront en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

L'alimentation en eau de l'atelier sera munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif sera proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible. En outre, un dispositif de disconnexion efficace isolera l'installation interne de distribution d'eau du réseau public.

b) Exploitation

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et de leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé a accès aux dépôts des produits toxiques et il ne devra délivrer que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains. En outre, ces produits ne devront pas séjourner dans les ateliers.

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, les consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité,

- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport,
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance,
- les modalités d'intervention en cas de situation anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources, la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Le schéma est présenté à l'Inspecteur des Installations Classées sur sa simple demande.

ARTICLE 7

a) Aménagement de la station de traitement des eaux

La station de traitement de rejets liquides sera constituée par le matériel suivant :

- ~~une fosse de collecte et de traitement des effluents cyanurés,~~
- une fosse de collecte et une cuve de traitement des effluents contenant du chrome,
- une fosse de collecte et de neutralisation des effluents contenant des métaux et des ~~deux types d'~~effluents précédents après premier traitement,
- une fosse de reprise après neutralisation et un décanteur utilisé après traitement de floculation,
- une fosse de collecte et de neutralisation finale des effluents acides et basiques,
- les dispositifs accessoires (stockage et préparation des réactifs, concentration des boues, etc...),
- un canal de comptage équipé d'un pH mètre ~~enregistreur~~, d'un débitmètre ~~enregistreur~~ et d'un échantillonneur automatique.

Une fois traitées, les eaux seront recueillies dans ^{deux} un bassin ^{de 20 et 27 m³} dont la capacité sera au moins égale aux besoins nécessaires à une journée de production.

Ces eaux ainsi stockées seront rejetées par pompage dans le milieu naturel, si elles ont satisfait aux prescriptions prévues au paragraphe d du présent article.

La station de traitement des eaux sera maintenue en bon état de fonctionnement et d'entretien. Il en sera de même de ses abords.

b) Normes de rejets

Le contrôle des rejets sera effectué à la sortie immédiate de l'unité de traitement, avant dilution par d'autres rejets, notamment ceux provenant des sanitaires, du pluvial ou de refroidissements.

Dans ces conditions, les rejets pourront s'effectuer dans le réseau des eaux usées de la zone de VITROLLES ; à cet effet, une convention sera établie et signée entre la Mairie, l'industriel et le service gestionnaire.

Les normes de rejets, mesurés sur l'effluent brut non décanté, seront les suivantes :

1) Métaux : Zn + Cu + Ni + Fe + Cr + Sn ≤ 15 mg/l, en particulier, les normes suivantes ne doivent pas être dépassées :

- Cr Vi	$\leq 0,1$ mg/l	- Cr III	$\leq 3,0$ mg/l
- Ni	$\leq 5,0$ mg/l	- Cu	$\leq 2,0$ mg/l
- Zn	$\leq 5,0$ mg/l	- Fe	$\leq 5,0$ mg/l
- Sn	$\leq 2,0$ mg/l	- CN	$\leq 0,1$ mg/l

2) Par ailleurs, les rejets doivent également respecter les normes suivantes :

- pH : 6,5 à 9
- température inférieure à 30°C
- débit maximum de 5 m³/h de fonctionnement de la station, exprimé en moyenne journalière, dans la limite d'un débit mensuel cumulé de 12 l/m² de surface traitée, défini et contrôlé tel qu'il est prévu au paragraphe c) suivant

- MES	$\leq 30,0$ mg/l	F	$\leq 15,0$ mg/l
- Nitrites	$\leq 1,0$ mg/l	P	$\leq 10,0$ mg/l
- DCO	≤ 150 mg/l	Hydrocarbures totaux	$\leq 5,0$ mg/l

c) Débits et flux rejetés

- L'aménagement des diverses chaînes de traitement de surface, et notamment des cycles et cuves de rinçage, sera tel que le débit d'effluents rejetés soit au maximum, en moyenne annuelle, de 8 l par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

Sont pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- des eaux de rinçage,
- des vidanges des cuves de rinçage,
- des éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents,
- des vidanges des cuves de traitement,
- des eaux de lavage des sols,
- des effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- des eaux de refroidissement,
- des eaux pluviales.

Afin de vérifier le respect de la présente prescription, l'exploitant établira mensuellement un bilan tenant compte des surfaces traitées, des fonctions de rinçage effectivement utilisées ^{sur} par chaque type de fabrication et des volumes d'eaux rejetés. Un récapitulatif annuel de ces bilans sera établi.

Par ailleurs, les flux de métaux et produits polluants rejetés sont limités aux valeurs suivantes, exprimées en moyenne mensuelle :

- Total des métaux (Zn + Cu + Ni + Fe + Cr + Sn)	≤ 10 kg/mois	26,4 kg/mois.
- CN	≤ 60 g/mois	0,18 kg/mois
- MES	≤ 14 kg/mois	53 kg/mois
- DCO	≤ 67 kg/mois.	265 kg/mois

d) Contrôles

Le contrôle de la qualité des rejets s'effectuera de la façon suivante :

- avant chaque vidange du bassin défini au paragraphe a, des analyses seront réalisées afin de déterminer le pH, les teneurs en cyanure et de chrome hexavalent,
- une fois par semaine, les teneurs en métaux (total) seront déterminées, + analyses + chrome hexavalent
- une fois par trimestre, des mesures conformes aux méthodes normatives seront réalisées sur l'ensemble des paramètres fixés au paragraphe b du présent article.

Les prélèvements des eaux destinées à être analysées seront effectués dans le bassin précité.

Dans tous les cas, si l'un des paramètres déterminés est supérieur aux valeurs mentionnées aux paragraphes b et c du présent article, les rejets stockés devront faire l'objet d'un retraitement.

Les fréquences de ces diverses mesures pourront être modifiées en accord ou à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais de ces analyses seront à la charge de l'exploitant.

Les résultats des analyses seront consignés sur un registre, tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées ; un bilan trimestriel sera établi à partir des mesures de concentration et de débit prévues au paragraphe b ; il sera envoyé à l'Inspecteur des Installations Classées.

L'organisation des divers prélèvements et analyses fera l'objet d'une consigne interne et, éventuellement, d'une convention avec un organisme extérieur définissant clairement les personnes chargées de ces opérations d'autosurveillance et leur méthodologie.

e) Cas particulier

Dans les cas exceptionnels où la station de traitement des rejets liquides serait hors service, pendant une période de fabrication, l'exploitant procèdera suivant les principes ci-après :

- il préviendra sans délai l'Inspecteur des Installations Classées en indiquant la nature de l'incident, mettant la station hors service, et la durée prévisionnelle de cet arrêt,
- dans toute la mesure du possible, il stockera les effluents pollués en vue de leur traitement ultérieur,
- en cas d'impossibilité d'assurer le stockage, il stoppera les fabrications jusqu'à la remise en état complète de la station.

Titre 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 8

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires doivent être si nécessaire captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère.

En tout état de cause, les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées par l'arrêté du 26 septembre 1985 réglementant les ateliers de traitement de surface, à savoir :

- Acidité totale exprimée en H+	0,5 mg/Nm ³
- HF exprimé en F	5 mg/Nm ³
- Cr total dont Cr VI	1mg/Nm ³ 0,1mg/Nm ³ , pour les ateliers de plus de 50 m ³ de bains
- CN	1mg/Nm ³
- Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm ³
- NOx, exprimés en NO2	100 ppm

Si le traitement des effluents gazeux est nécessaire, les systèmes de captation devront être conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement devront être réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

Les débits d'aspiration devront être en cohérence avec les exigences liées à la protection des travailleurs et aux ambiances de travail.

Les eaux de lavage des gaz et les effluents extraits des dévésiculeurs éventuels seront des effluents susceptibles de contenir des toxiques et devront être recyclés, traités avant rejet ou éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet.

Des contrôles des effluents gazeux pourront être demandés par l'Inspecteur des Installations Classées.

Les frais de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

Titre 4 - PREVENTION CONTRE LE BRUIT

ARTICLE 9

Les ateliers devront être aménagés et exploités de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif au bruit aérien émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs sonores, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'accidents ou d'incidents graves.

Les niveaux acoustiques en limite de la propriété de l'exploitant devront rester inférieurs aux valeurs suivantes :

- de nuit	55 dB (A)
- en période intermédiaire	60 dB (A)
- de jour	65 dB (A)

En outre, les niveaux acoustiques ne devront pas dépasser de plus de 3 dB (A) le niveau de bruit de fond.

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne dont le choix sera soumis à son approbation.

Les frais de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

Titre 5 - PREVENTION CONTRE LA POLLUTION DES DECHETS

ARTICLE 10

Les déchets et résidus de toutes sortes produits par l'établissement devront être détruits ou éliminés dans des conditions propres à éviter toutes pollutions ou nuisances et conformément aux dispositions de la loi n° 75-663 du 15 juillet 1975, complétée par les lois n° 84-103 du 16 février 1984, n° 88-1261 du 30 décembre 1988 et n° 92-646 du 13 juillet 1992.

Une convention devra être établie avec le service chargé de l'élimination des déchets ménagers si l'entreprise veut avoir recours à celui-ci pour se débarrasser de ses déchets banals.

Les déchets issus des activités de traitement de surface devront être évacués aussi souvent que nécessaire à l'extérieur de l'établissement pour être, suivant le cas, détoxiqués, détruits, recyclés ou admis dans une décharge spécifique pour déchets industriels.

Sont concernés par ces dispositions :

- les bains concentrés usés et les boues,
- les bains de rinçage statiques assimilables aux bains concentrés usés,
- les écoulements accidentels recueillis dans les cuvettes de rétention,
- les eaux de lavage de sols dans les cas où elles seraient polluées par des déversements accidentels.

Les aires de stockage des déchets en vue d'expédition devront être étanches et protégées contre les eaux de ruissellement.

Les conditions de transport, les modalités de valorisation ou de réutilisation et l'élimination, ainsi que le choix de la ou des entreprises spécialisées chargées de détruire ou de valoriser les déchets sont sous la responsabilité de l'exploitant et devront être préalablement portés à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées qui pourra faire opposition si les solutions envisagées ne garantissent pas les conditions fixées à l'alinéa précédent.

En outre, l'exploitant sera tenu de noter sur un registre spécial et pour chaque enlèvement :

- l'origine du déchet,
- la date de l'enlèvement,
- la nature du produit,
- la composition du déchet (concentration en substances toxiques),
- les quantités concernées exprimées en m³,
- l'entreprise de transport sollicitée,
- l'entreprise chargée de l'élimination ou de la valorisation du produit.

Le registre sera conservé et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées qui recevra trimestriellement un état récapitulatif.

Cet état devra comporter également les consommations de réactifs concentrés afin de comparer pour chacun des bains les quantités préparées aux quantités correspondantes évacuées ou réutilisées.

Titre 6 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

ARTICLE 11

Toutes dispositions devront être prises pour limiter les risques d'incendie et d'explosion à l'intérieur de l'établissement et notamment aux abords du voisinage immédiat.

. Il y aura lieu de créer en toiture de l'atelier de traitement de surface, des orifices de désenfumage, d'une surface égale à 1/100e de la superficie de l'atelier.

. Des exutoires de ces orifices seront équipés de commandes d'ouvertures manuelles visibles et facilement accessibles.

. Le local où sera stocké les produits chimiques sera isolé du reste du bâtiment par des murs coupe-feu de degré 2 heures et la baie de communication sera équipée d'une partie coupe-feu de degré 1 heure munie d'un ferme-portes ; ce local devra être ventilé en permanence.

. Le local chaufferie sera isolé du reste du bâtiment par des murs coupe-feu de degré 2 heures.

. Des extincteurs à poudre polyvalents de 9 kg et des extincteurs à CO₂ de 5 kg seront répartis judicieusement dans l'atelier ; les bureaux seront équipés d'un extincteur à eau de 6 litres.

. L'atelier sera équipé de deux robinets d'incendie armés de DN 40 mm, munis de dispositifs de production de mousse à moyen foisonnement.

. Il sera prévu une quantité de produit absorbant pour traiter les liquides accidentellement répandus.

. Les installations électriques devront être réalisées conformément à la norme Française NFC 15.100 et vérifiées par un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

. Un interrupteur général bien signalé permettant de couper le courant sera installé à proximité d'une issue du bâtiment.

L'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations Classées, susceptibles de présenter des risques d'explosion, est applicable.

ARTICLE 12

CONSIGNES DE SECURITE

Les zones dangereuses vis-à-vis des risques d'incendie seront définies par une signalisation.

Des consignes générales de sécurité ainsi qu'un plan de défense interne devront être établis et communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées et au Commandant du Corps des Pompiers de VITROLLES.

Les consignes de lutte contre l'incendie devront être affichées dans tout l'établissement.

Le personnel sera instruit à la manoeuvre des moyens de secours. Ces exercices auront lieu au moins tous les six mois et être transcrits sur le registre de sécurité.

L'exploitant ouvrira et tiendra à jour un dossier d'entretien des lieux de travail où seront mentionnés les renseignements permettant d'apprécier la continuité du niveau de sécurité de l'établissement, à savoir :

- 1) les dates de vérification technique (électricité, ventilation...)
- 2) les dates des exercices ainsi que les observations auxquelles ils ont pu donner lieu.

Il fournira, aux sapeurs-pompiers de VITROLLES :

A) un plan faisant apparaître :

- les baignoires et chaînes de traitements,
- les locaux à risque, tels que chaufferie, stockage produits chimiques, etc.,
- les issues et circulations intérieures,
- les organes d'arrêt d'urgence.

B) La liste des produits chimiques utilisés et leurs caractéristiques

ARTICLE 13

DEMANTELEMENT

Lors de l'arrêté définitif des installations, l'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour le voisinage ou l'environnement.

En particulier, les baignoires usées seront évacuées en vue de leur destruction ou régénération. Il sera justifié de leur destination auprès de l'Inspecteur des Installations Classées.

Il ne sera laissé sur le site aucun récipient, sac ou autres emballages, même vides.

ARTICLE 14

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 15

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 16

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 17

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 18

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 19

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de VITROLLES,
- Le Maire de MARIGNANE,
- Le Maire de SAINT-VICTORET,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 17/07/77

POUR COPIER CONFORME
 POUR
 Le Chef de Bureau,

M. Leve
 Martine LUYERON

Le Secrétaire Général

Pierre COUDELET